

an	ZW	KI	NF	LC	d/d
Datum	18.9	2	16.9	17.9	17.9
Visa	2	2	2	2	2
EPD	12.09.75				-9
Ref.	S.C.41.103.3.(70) U.Ch.				

a New York

Dialogue entre pays industrialisés  
et pays en voie de développement

Confidentiel

Réunion de représentants de l'Autriche, de la Suède et de la Suisse  
le 5.9.1975 à Genève

---

Pour l'Autriche : M. Seyffertitz  
 Pour la Suède : M. Ewerlöf, M. Holmquist  
 Pour la Suisse : MM. Languetin, Lévy, Division du commerce  
 M. Zehnder, Département politique

CONCLUSIONS

A.- Participation

La Suède et la Suisse sont chacune candidates à un siège des pays industrialisés. L'Autriche n'a pas encore arrêté sa position. C'est un élément nouveau car, jusqu'à maintenant, elle avait laissé entendre qu'elle n'était pas sur les rangs. Motifs de ce changement : le dialogue n'est plus limité à l'énergie, mais englobe l'essentiel des rapports économiques nord-sud. La Norvège est également candidate, la Finlande paraît être de plus en plus intéressée.

Le nombre des candidats sera probablement supérieur à huit.

Les travaux du groupe des huit représentants des pays industrialisés - qui seront en réalité 16 pays (CEE = 1 voix) - vont avoir force contraignante au niveau des faits pour les pays industrialisés non-participants. D'où l'importance de la représentativité :

1) Les pays industrialisés sont déjà sous-représentés dans une

Conférence plénière à 27. Ceci provient du fait que l'on parlait à l'origine d'un dialogue sur l'énergie. D'où la place réservée aux pays de l'OPEP, par exemple. Malgré l'extension du dialogue à pratiquement l'ensemble des problèmes Nord-Sud, cette composition initiale ne semble pas devoir être modifiée. Les pays développés ne peuvent dans ces conditions guère inclure deux pays en développement (Espagne et Turquie) dans leur représentation.

- 2) L'Autriche, la Suède et la Suisse sont d'accord avec une composition restreinte du groupe des pays industrialisés, mais elle doit être représentative des intérêts et des situations économiques, et non de groupes plus ou moins artificiels dans ce contexte.
- 3) Rejet donc de la notion de groupe des pays neutres dans ce contexte.
- 4) Sans remettre en question le chiffre de 27 participants au dialogue et 8 pour les pays industrialisés, les trois pays veulent constater le caractère représentatif du groupe auquel ils appartiennent avant de donner leur accord formel. C'est une position tactique dont ils espèrent qu'elle ouvrira la voie à des solutions de compromis assurant une représentation optimum. En théorie, plusieurs solutions sont envisageables, si le nombre des candidats est supérieur à 8, ce qui semble être bien le cas :
  - augmentation du nombre des représentants;
  - délégations conjointes, par exemple la Suisse serait membre et parlerait en son nom propre, mais un Autrichien appartiendrait à sa délégation;
  - désignation de représentants de groupes de pays qui auraient décidé de collaborer étroitement ensemble (Suisse-Autriche, Espagne-Turquie, Australie-Nouvelle-Zélande, etc.). La Suisse, par exemple, parlerait en son nom et pour l'Autriche;
  - élimination de certains candidats jugés insuffisamment représentatifs.

5) Il faut se garder d'avancer trop rapidement l'une ou l'autre des suggestions théoriques énumérées ci-dessus. Les solutions esquissées doivent être réservées pour une discussion ultérieure, si elle s'avère nécessaire, dont l'Autriche, la Suède et la Suisse ne prendraient pas nécessairement la tête. Les trois pays se consulteront le cas échéant avant de faire des suggestions à ce sujet.

En notifiant sa candidature officielle au Président de l'AIE, la Suisse ajoutera qu'elle refuse la notion de groupe des pays neutres dans le contexte "dialogue" et croit savoir que l'Autriche et la Suède partagent la même attitude. La Suède notifiera sa candidature par d'autres voies.

#### B.- Information

L'Autriche a beaucoup insisté sur ce sujet. Les trois pays ont convenu qu'un maximum doit être réalisé dans ce domaine, notamment en faveur des non-participants, étant bien entendu que la préparation de la conférence elle-même doit être le fait de tous les pays (industrialisés).

Cette information peut s'envisager à trois échelons :

- information autour des réunions de la conférence - genre groupe "B"- C'est nettement insuffisant;
- information au plan de la préparation dans le cadre OCDE (AIE, groupes à haut niveau sur les matières premières, sur le développement et, le cas échéant, au Comité exécutif en session spéciale);
- consultations régulières entre les trois pays, auxquels, à la suggestion de la Suède, pourrait s'associer la Norvège.

Il est ainsi convenu qu'une première réunion à quatre aura lieu le 17 septembre à Paris, avant la prochaine séance du Conseil de direction de l'AIE.

9.9.75

J.-P. Zehnder

Distribution:

Délégation suisse près l'OCDE, Paris  
Délégation suisse près les organisations économiques  
internationales, Genève  
Ambassades de Suisse Oslo, Stockholm, Vienne  
Service économique et financier du DPF (3)  
MM. Dir, L, Rb, Ja/R, Lu, Bru, Md, Lt, Ly, Rs/Jag